SOCIÉTÉ

Alliés objectifs, compagnons de route, idiots utiles

Typologie illustrée des complices de l'islamisme



En partenariat avec

RMC INFO TALK SPORT

Retrouvez
Joseph Macé-Scaron,
jeudi 21 mai,
sur RMC
et RMC DECOUVERTE
dans l'émission
"Bourdin Direct"
entre 6 heures
et 10 heures.

SOCIÉTÉ

Quatre mois après les attentats de janvier, certains arguments et certaines pratiques ont refleuri, qui, par lâcheté, idéologie, cynisme ou naïveté, balisent le chemin de l'islamisme. **Enquête sur ces complicités, pas toujours conscientes mais toujours dangereuses.**

PAR ÉRIC CONAN



CHARLES PLATIAU / REUTERS

Il y a désormais consensus pour admettre que le consensus du « 11 janvier » n'a été qu'une brèche éphémère. *« Ce fut un moment de grâce qui, hélas, n'a pas duré »,* estime le philosophe Abdennour Bidar. Pourquoi ? *« Par incapacité des politiques à répondre »,* poursuit-il, rejoignant Marcel Gauchet : *« Ce fut une réaction très pacifique de rejet viscéral d'une violence aberrante, mais François Hollande a été porté par une foule qu'il n'a pas mobilisée. »* Cette *« illusion groupale »*, selon la formule du sociologue Michel Wieviorka, a en effet engendré plus de questions que de réponses. Ceux qui se disaient *Charlie* ont découvert que tout le monde ne l'était pas : *« Les fractures qui sont apparues à cette occasion ont fait peur – notamment au gouvernement »,* analyse le psychiatre Serge Tisseron. Loin d'avoir été rassurée, la France de l'après-*Charlie* se dessine plus inquiète qu'avant, indique un sondage du Cevipof publié après les attentats. A cause de la découverte d'ennemis sous-estimés, selon Hubert Védrine : *« Peut-être avons-nous été endormis par l'idée confortable que les rivalités entre branches de l'islam ne concernaient que les pays musulmans, en oubliant la question des musulmans en Europe. Une grosse minorité fondamentaliste veut imposer à la masse musulmane sa conception littérale de la charia »,* explique l'ancien ministre.

D'où un étrange paradoxe : alors que les massacres de Toulouse et de Paris ont déclenché un courageux débat interne à l'islam pour dénoncer les prétentions islamistes et la violence grâce aux initiatives d'intellectuels musulmans – parmi lesquels Rachid Benzine, Abdennour Bidar, Fethi Benslama, Boualem Sansal, Soheib et Ghaleb Bencheikh –, *« un climat défaitiste »* domine, selon Marcel Gauchet. L'instauration d'une Journée de la laïcité à l'école (on y fera quoi, au juste ?) ne suffit pas à masquer hésitations et divisions sur le diagnostic et la politique à suivre. Comment défendre un modèle national reposant sur la liberté d'expression, la citoyenneté individuelle, la laïcité (que les Français placent désormais avant le suffrage universel dans l'échelle des valeurs à défendre) si sa définition divise les élites, y compris au sommet, les divergences entre le président de la République et son Premier ministre ne contribuant pas à rassurer.

Dans un grand discours autant salué que vite oublié, Manuel Valls avait fait l'autocritique des pouvoirs publics – *« On a laissé passer trop de choses ! »* – et expliqué que la lutte contre le terrorisme devait s'accompagner d'une vigilance accrue vis-à-vis de son *« terreau »*, cet *« islamisme radical »* dans lequel il englobait pour la première fois *« salafistes »* et *« frères musulmans »*. Cette stratégie définie sous le coup de l'émotion – et alors unanimement approuvé – laissera quelques semaines plus tard la place à la dénonciation de *« l'apartheid »*, faute d'un Etat responsable de discriminations. *« En quelques jours a resurgi la vague communautariste, dénonçant derrière chaque laïque un militant raciste, islamophobe »,* constate Patrick Kessel, président du Comité Laïcité République. Ce petit conservatoire d'élus et militants de la gauche républicaine répète depuis longtemps qu'il y a pis que l'islamisme : les complicités à son égard au sein des élites. C'était aussi l'analyse de Charb : *« J'ai moins peur des extrémistes religieux que des laïques qui se taisent. »*

Ces complicités qui contribuent à l'installation de l'islamisme sont en effet plus fautives que lui : nombre de fondamentalistes, pacifiques ou violents, agissent en toute bonne foi au nom d'un idéal religieux ; il serait injuste de leur reprocher des comportements que beaucoup, parmi les élites, approuvent ou font semblant d'ignorer.

Ces complicités sont aussi nombreuses que variées. Pour les contrarier efficacement, il faut en distinguer les mécanismes, plus ou moins conscients, qui relèvent de motivations très différentes : conviction idéologique, peur, intérêt, aveuglement, ignorance…

« Le 11 janvier fut un moment de grâce qui, hélas, n'a pas duré. » Abdennour Bidar

SURSAUT SANS LENDEMAIN ? "Not afraid" - "Même pas peur" -, pouvait-on lire parmi les slogans du 11 janvier. Quelques mois plus tard, la peur grandissante du terrorisme explique de nombreux renoncements et autres réactions d'autocensures face à l'islamisme.

Complicités par conviction idéologique

– **L'islamo-gauchisme** constitue l'expression la plus assumée de connivence avec les islamistes, puisqu'il revendique ouvertement leur alliance. Nombre de groupuscules d'extrême gauche y ont cédé, explique le sociologue Joan Stavo-Debauge, qui diagnostique une *« parenté de motifs messianiques entre un certain courant de la gauche radicale et la religion »* : *« Le prolétariat mobilisé, qui devait être l'agent de la transformation, faisant défaut, il faut trouver des figures de substitution, une classe opprimée. »* C'est celle définie par le Parti des indigènes de la République (PIR) : les familles immigrées discriminées par *« l'islamophobie »* depuis la loi prohibant le voile à l'école et *« victimes de la fracture coloniale à l'œuvre en France »* (lire p. 58). L'avantage des militants du PIR, c'est leur franchise. Sur le site du parti anticolonial, les *« profs indigènes »* ne minorent pas, eux, les incidents survenus pendant la minute de silence demandée à la suite du massacre de *Charlie Hebdo*. *« Ils m'ont dit : "C'est bien fait pour eux", "Pourquoi on devrait pleurer pour 12 Français ?", "Mais qu'ils crèvent !" »* témoigne l'un d'entre eux, qui précise : *« Même la plus timide de mes élèves s'est exprimée en ces termes, avec une colère que je ne lui avais jamais soupçonnée. »* Ajoutant : *« Qu'est-ce que 12 morts pour un jeune indigène qui voit, depuis qu'il est né, les morgues congolaises, irakiennes, palestiniennes, afghanes, nigérianes… se remplir par centaines de milliers ? »* Selon lui, ses élèves placent *Charlie « du côté des dominants de l'Occident dévastateur qui frappe le monde arabe et musulman, qui est aussi leur monde »*. Conclusion du pédagogue : *« Soyons clairs, ces élèves sont des résistants »,* ils ➤



chamussy / sipa


sarah alcalay / sipa


hamilton / réa

> défendent leur *« dignité de non-Blancs musulmans dans cette République qui leur intime un modèle d'intégration, comme une injonction de reniement de leur identité et de leurs valeurs »*.

Lutte ouvrière, par tradition féministe, s'est toujours distinguée en refusant de verser dans l'islamo-gauchisme et, récemment, cette alliance a provoqué la scission d'une partie des Economistes atterrés dénonçant le suivisme d'Attac par la voix de Christophe Ramaux : *« Certains ne conçoivent pas que des musulmans, des immigrés ou des enfants d'immigrés puissent être totalement réactionnaires, et mêmes fascistes, au même titre que certains catholiques, protestants, juifs ou agnostiques. »*

– Les repentants et francophobes font figure d'« alliés objectifs » des islamo-gauchistes. Leur maître est Edwy Plenel, qui a désigné le coupable au lendemain des massacres de janvier : *« A force de jouer avec les haines, nous produisons des monstres qui se retournent contre nos libertés fondamentales. Ce monstre a tué 12 personnes le 7 janvier 2015. Nous avons créé un climat où ces crimes sont possibles. »* Jean-François Kahn a dit ce qu'il faut penser de ces reptations : *« S'interroger sur notre part de responsabilité, c'est faire le jeu des agresseurs. Il y a une barbarie, point final ! »* Mais Plenel est un *possédé* : le Mal est toujours en nous. En la France, surtout, qui ne respecte pas l'Autre à cause de son bazar archaïque fait de liberté, d'égalité et de laïcité inadapté à d'autres cultures. *« C'est dans la reconnaissance des minorités que se joue la vitalité d'une démocratie »*, estime-t-il. Ainsi, la loi de 2004 prohibant le voile à l'école est selon lui *« discriminatoire »*. Accueillir l'islamisme qui a été *« humilié »* par la colonisation interdit d'exiger de lui ce qui a été imposé au catholicisme et au judaïsme. Quelles que soient les exigences islamistes, il ne faut pas juger : *« Chacun est le barbare de l'autre. »* Plenel a plein de disciples. Dans l'université, tel le « sociologue de la laïcité » Raphaël Liogier, qui estime que *« c'est la mise en scène d'une guerre culturelle qui induit des passages à l'acte incontrôlables, ne résultant pas d'un processus de radicalisation religieuse »*. Ou dans l'*entertainment* médiatique, telle Rokhaya Diallo qui a créé un prix décernant la palme du racisme à Caroline Fourest parce que la militante de la laïcité *« incarne un féminisme* old school *qui ne comprend pas le caractère multiculturel de la France »*.

GAGAS DE LA REPENTANCE
Ils pensent que le terrorisme est le fruit d'une politique discriminatoire, pour laquelle la République devrait plaider coupable. Ce credo idéologique est partagé aussi bien par le Parti des indigènes de la République (ci-dessus), par Rokhaya Diallo, des Indivisibles (en haut, à dr.), que par le journaliste Edwy Plenel (en bas, à dr.).

« S'interroger sur notre part de responsabilité, c'est faire le jeu des agresseurs. » Jean-François Kahn

Complicités par intérêt

– Le clientélisme électoral favorise l'indifférence ou l'accommodement avec l'islamisme. Patrick Kessel fait l'hypothèse que nombres d'élus se détournent des règles laïques pour faire la *« course électorale après un illusoire vote communautaire musulman »* (lire p. 52). L'UDI s'est particulièrement illustrée dans ce domaine depuis qu'elle a réussi à chasser les communistes de la mairie de Bobigny en satisfaisant les revendications d'associations islamistes. C'est une tradition chez les centristes, inaugurée par André Diligent à Roubaix, à laquelle s'est plié son successeur socialiste René Vandierendonck : opposé à l'ouverture du premier Quick halal de France dans sa ville, il a changé d'avis sous la menace d'un appel communautaire à voter contre lui… Voilà pourquoi Benoît Hamon préfère présenter le vote en faveur d'un Etat palestinien comme *« le meilleur moyen pour récupérer notre électorat des banlieues et des quartiers »*.

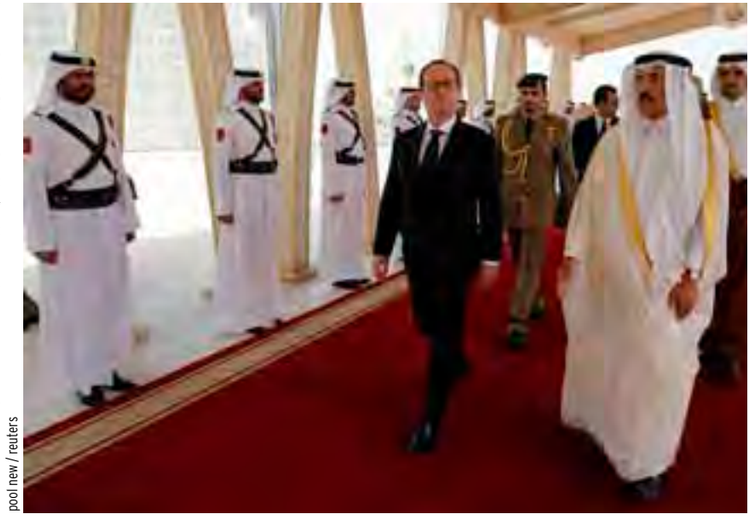
Dans l'émotion provoquée par les attentats, ce clientélisme a fait l'objet d'un spectaculaire aveu d'un apparatchik socialiste : *« J'ai honte car je me souviens de toutes ces années où, élu local et directeur de cabinet, j'ai participé à cette dérive pour laquelle la tolérance sert de paravent,* se confiait Pierre Bouchacourt, ancien maire adjoint de Cergy de 2008 à 2014 : *Bien des élus locaux, passé un discours républicain de forme, se sont engouffrés dans le clientélisme communautaire, à coups de passe-droits, d'entorses à la laïcité, engrenage qui a créé une situation inédite que nous n'avons pas fini de payer, où certains de nos concitoyens ont intégré qu'ils seraient écoutés et respectés, non pas en tant qu'administrés, mais parce qu'ils peuvent instaurer un rapport de force basé sur leurs identités particulières assises, la plupart du temps, sur leurs croyances religieuses. Et tant pis si ces croyances véhiculent des archaïsmes. »* Ou pis que des archaïsmes, *« des tracts distribués dans la mosquée qui appellent au djihad »*, se souvient Bouchacourt : *« Lorsque j'évoquais le problème, c'était "Circulez, il n'y a rien à voir", "Ma ville est une ville-monde, une ville où chacun a sa place". »*

Et lorsqu'ils n'agissent pas par intérêt électoral, il arrive aux élus les mieux intentionnés de se faire piéger, comme le bienveillant maire PS de Torcy (Saône-et-Loire), qui, après avoir mis à disposition par acte notarié un local municipal pour en faire un lieu de culte convenable, fut invité à son inauguration par Bouabdallah Ghlamallah, ministre du Culte algérien, dont il découvrira plus tard qu'il fait fermer les églises en Algérie en expliquant : *« J'assimile l'évangélisation au terrorisme… »*

LES LÂCHETÉS DU VRP
Le président François Hollande tape plus volontiers sur Vladimir Poutine que sur les pétromonarchies qui ont financé le djihadisme et où les droits des femmes et des homosexuels sont piétinés. Il faut bien vendre des Rafale !

– Le clientélisme diplomatique incite à la même autocensure. Abdennour Bidar, dans sa *Lettre ouverte au monde musulman* (publiée en octobre 2014 dans *Marianne* puis récemment aux éditions Les liens qui libèrent), a eu le courage d'affirmer que les tueurs de l'Etat islamique étaient des *« monstres »* échappés de la *« prison morale et sociale d'une religion dogmatique, figée et parfois totalitaire »*. Si François Hollande le contredit en expliquant que ce qu'il préfère appeler *« Daech » « n'a rien à voir avec l'islam »*, ce n'est pas au nom d'une connaissance théologique supérieure à celle du philosophe musulman. Ce n'est pas seulement, comme le dit l'islamologue Gilles Kepel, parce qu'*« il y a au sommet de l'Etat une cécité sur les questions arabes et sur l'islam en France »*. Non, c'est parce le président de la République fait de la politique que cette « cécité » est souvent volontaire : il ne veut pas contredire les pétromonarchies du Golfe qui ont aidé les « monstres » de l'Etat islamique avant de paniquer devant leur succès. D'où l'usage par Hollande et Fabius du terme « Daech », subterfuge que l'AFP a sèchement refusé : *« Une agence de presse internationale ne peut céder au politiquement correct ni aux pressions des uns et des autres pour que nous employions des termes tendancieux. »*

Arabie saoudite, Qatar et Emirats arabes unis sont de grands clients des groupes français de l'armement, de l'aéronautique et de l'industrie agroalimentaire. Voilà pourquoi les propos à l'égard de ces ex- (et parfois toujours) financiers du djihadisme sont plus mesurés que vis-à-vis de Poutine alors que le sort que ces féodalités islamiques réservent aux intellectuels, aux femmes et aux homosexuels est sans commune mesure. Ne pas les froisser ni les heurter. En rajouter même, tel Jack Lang, président de l'Institut du monde arabe, qui dépend financièrement des pays musulmans, déclarant récemment : *« Je connais* >


pool new / reuters

> *des femmes voilées qui sont des militantes vigoureuses et qui donneraient des leçons à certains de ceux qui prennent de grands airs sur la République.* » Ou tel François Hollande, évitant de préciser l'identité religieuse des 24 chrétiens coptes égorgés par les djihadistes en Libye en évoquant avec pudeur des *« ressortissants égyptiens »*...

Complicités par peur

– La peur au premier degré : la trouille physique est évidemment la plus compréhensible. Il faut désormais vivre avec le risque, et son refus est respectable. On ne compte plus le nombre d'expositions, de représentations théâtrales et de réunions annulées pour raisons de sécurité, souvent à la suite de menaces précises. Problème d'autant plus sérieux que les forces de l'ordre, déjà déployées auprès des lieux de culte et des personnes menacées de mort, ne sont pas infiniment extensibles et doivent être réparties au mieux.

Ces craintes, accentuées depuis les attentats de janvier, ne sont pas nouvelles. Le réalisateur Jean-Paul Lilienfeld, par exemple, n'avait pas réussi à trouver de producteurs pour financer *la Journée de la jupe* malgré la présence d'Isabelle Adjani dans le rôle principal. Et après avoir trouvé lui-même les financements, nombre de distributeurs se défilèrent : *« L'un craignait une fatwa, l'autre, que sa maison saute, bref, tous se censuraient. »* Et cette année, France 2 s'est brusquement ravisée après avoir prévu au lendemain du massacre à *Charlie Hebdo* de diffuser le film de Daniel Leconte *C'est dur d'être aimé par des cons,* relatant le procès en blasphème intenté en 2007 à l'hebdomadaire par des organisations musulmanes. Film qui, lui aussi, avait essuyé à l'époque les refus de coproduction de nombreuses chaînes de télé, comme se le rappelle Daniel Leconte : *« Certains me disaient : "Mais tu es complètement dingue ! Tu veux qu'ils viennent mettre une bombe dans le hall ?" »*

Dans ce climat de peur qu'ils ont instillé, les islamistes ont déjà réussi à faire de la liberté d'expression un thème de débat. Certains proposent de la limiter, comme l'historien François Boespflug, qui, pour favoriser le *« vivre-ensemble »* prône *« une autocensure pacifiste »*. Heureusement, les résistances sont vives. *« Si les artistes ont peur, l'inculture a déjà gagné »*, répond Caroline Fourest, estimant que la liberté n'est pas négociable. L'annulation des Rencontres internationales du dessin de presse, prévues au Mémorial de Caen, lieu symbolique du sacrifice des soldats du Débarquement (et qui compte une salle d'exposition dédiée au 11 septembre !), a particulièrement choqué


alexandre mayeur / galerie anne de villepoix





LA TROUILLE
Ce sentiment, très compréhensible, est à l'origine de nombreux renoncements culturels. Comme le retrait de l'installation de Zoulikha Bouabdellah (ci-dessus) d'une expo à Clichy-la-Garenne. Les films *la Journée de la jupe* et *C'est dur d'être aimé par des cons* ont eu, eux, tout le mal du monde à trouver producteurs et diffuseurs.

les survivants de l'équipe de *Charlie Hebdo*. Le directeur du Mémorial ayant expliqué que les Rencontres étaient *« inimaginables dans ce contexte »,* Gérard Biard, rédacteur en chef de l'hebdomadaire, a répliqué qu'ainsi *« on donne aux responsables dudit "contexte" l'impression qu'ils sont sur la bonne voie pour parvenir à leurs fins »*, ajoutant : *« On a le droit d'avoir peur des tueurs, mais on n'a pas le droit de leur laisser croire que leur stratégie fonctionne. »*

– La peur au second degré : la crainte de passer pour « islamophobe », se mêlant souvent à la peur physique, conduit aussi à l'autocensure. Le chroniqueur culturel du *Monde* relève par exemple celle qui imprègne l'exposition « Civilisations méditerranéennes » du MuCem de Marseille dont il dénonce le *« décalage vertigineux »* avec la *« vraie vie »* : *« La peine de mort promise aux homosexuels dans certains pays arabes est plus discrète au musée que la guillotine française, qui n'est plus en activité... »* A force de retenues, impression est donnée que *« la République a honte de ses valeurs les plus récentes, dont le féminisme et la laïcité »,* s'indigne Michel Onfray : *« Elle les affiche haut et fort, mais elle ne les impose pas quand il le faudrait. »* Ce que confirme sur le terrain l'islamologue Gilles Kepel constatant lors de ses récentes enquêtes qu'à Roubaix et Marseille *« la police ne prend pas le risque de verbaliser et dresser des contraventions pour "dissimulation du visage" »*.

Exemple récent de cette crainte de heurter la doxa islamiste, surtout depuis que le Conseil français du culte musulman lui-même a prescrit l'année dernière (dans un grand silence de réactions) que le port du voile était une obligation pour la *« femme musulmane »* : l'embarras de France 3 face à l'excellent documentaire de Feriel ben Mahmoud *la Révolution des femmes, un siècle de féminisme arabe*. La chaîne de service public l'a programmé le 5 mars dernier à... minuit !

Complicités par aveuglement

– Ceux qui ne voient vraiment rien, auxquels le socialiste Pierre Bouchacourt faisait clairement allusion dans sa confession de janvier dernier, pour expliquer l'indifférence du maire de Cergy aux incidents et menaces islamistes qu'il lui rapportait : *« Qu'importent aux grands élus ces quartiers, ils n'y vivent pas ! »* Politiques, hauts fonctionnaires ou patrons de journal, ils vivent dans leur bulle, habitent les beaux quartiers de Paris qu'ils ne quittent que pour le Luberon ou la Normandie et mettent leurs enfants à l'Ecole alsacienne. Il y a parmi eux beaucoup d'aveugles de bonne foi, mais ils ne constituent pas la majorité de l'espèce. C'est à eux que semble penser le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, qui, sollicité par François Hollande pour renforcer *« l'engagement citoyen »* après les attentats de janvier, propose, pour inciter *« nos élites à connaître la vraie vie des vraies gens »*, que les élèves de l'ENA fassent un stage *« dans les quartiers de la politique de la ville »*.

– Ceux qui font semblant de ne pas voir ce qu'ils voient. A l'époque où il installait au forceps le Conseil français du culte musulman en le livrant aux frères musulmans de l'UOIF, Nicolas Sarkozy, bien que ministre de l'Intérieur, a beaucoup joué les aveugles. Il se rendait dans des mosquées en compagnie d'islamistes recherchés par sa propre police. Il acceptait de recevoir des cadeaux de fillettes de moins de 10 ans voilées. Et à l'Elysée, en 2010, n'hésitait pas à accueillir un imam connu pour ses appels à *« fouetter à mort »* les femmes adultères.

LE DÉNI
Au lycée Paul-Eluard de Saint-Denis, des professeurs ont refusé de recevoir des sénateurs enquêtant sur les incidents lors de la minute de silence. Une enquête qu'ils qualifiaient d'"entreprise idéologique réactionnaire".

Cet aveuglement volontaire existe dans tous les domaines et à tous les échelons. Il y a dix ans, le ministère de l'Education dissimulait le rapport de l'inspecteur Obin sur les incidents islamistes et antisémites à l'école : la réaction première de l'institution scolaire est d'éviter les vagues. Depuis longtemps, elle change discrètement d'établissement les élèves juifs « embêtés ». *« Récemment,* raconte un inspecteur, *en région parisienne, trois jeunes filles musulmanes ont choisi de quitter leur lycée professionnel pour échapper aux pressions de leurs coreligionnaires qui entendaient dicter leur comportement. »* Une minorité d'enseignants accompagnent ce déni, comme ces professeurs du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis refusant de recevoir des sénateurs de droite et de gauche enquêtant sur les incidents lors de la minute de silence : ils ont expliqué qu'ils ne voulaient pas *« cautionner une entreprise idéologique réactionnaire »*. Mais la majorité des enseignants, moins aveugles ou très lucides, s'estimant peu soutenus, sont démunis. Que dire quand des élèves filles disparaissent des cours au lendemain de l'anniversaire de leurs 16 ans ? Rien. Que peut faire une institutrice dont un père d'élève refuse de serrer la main ? Rien. *« Accepterait-on qu'un salarié refuse de tendre la main à un Noir, un homosexuel ou un handicapé ? »* s'indigne à ce propos la sociologue Dounia Bouzar.

Qu'au terme d'une décennie d'enquêtes sur le terrain le juge antiterroriste Marc Trévidic conclue qu'*« une partie de notre jeunesse est imprégnée par l'islam radical »*, et parfois, comme dans le cas de Mohamed Merah, endoctrinée par les pères, n'empêche pas l'islamologue Olivier Roy de préférer parler de *« nihilisme* >


le parisien / maxppp

« Qu'importent aux grands élus ces quartiers, ils n'y vivent pas ! » Un ancien adjoint au maire de Cergy

> *générationnel »* : la *« décapitation est aussi un cliché de films ou de séries – qu'on pense à la série "Highlander" par exemple ».*

Complicités par ignorance

– L'ignorance du facteur religieux. Si elle a longtemps prévalu, l'inculture sur l'islamisme et son rapport à l'islam et au Coran a fortement baissé. Les tragiques convulsions au Proche-Orient ont suscité une formation permanente accélérée sur ces sujets, notamment grâce aux intellectuels musulmans réformateurs. Ont ainsi été balayées les bluettes sur la *« fin de l'islamisme »* ou le parallèle optimiste entre islamisme politique et démocratie chrétienne à la gloire d'Erdogan. La dangereuse guerre civile interne à l'islam dont les musulmans sont les plus nombreuses victimes est désormais comprise, comme le résume le psychanalyste Fethi Benslama : *« Affirmer que l'islam est une religion de l'amour relève d'une simplification idéalisante. Le Coran est tissé de contradictions, on peut en exalter la vertu pacifiante comme en faire un instrument de guerre, tout dépend des croyants et de leur état d'esprit. »* Il faut donc faire le tri, ne pas tout accepter et nombre de musulmans sont les premiers inquiets : des mosquées françaises, dépassées par certains islamistes, se mettent aujourd'hui à porter plainte en justice !

Mais il y a encore du chemin à faire. Car, quand le théologien réformateur Soheib Bencheikh explique que *« ce que pratique Daech au grand jour est enseigné et mille fois répété dans toutes les facultés théologiques des métropoles musulmanes »*, que Dominique Schnapper souligne que l'islamisme est *« un milieu ou règne l'antisémitisme, tradition solidement ancrée dans les représentations collectives des pays du Maghreb-Machrek »*, et que Manuel Valls précise que ce *« nouvel antisémitisme »* arrive par les *« paraboles »*, l'éditorialiste du *Monde* s'obstine à évoquer *« l'invraisemblable fatras idéologique du discours djihadiste »* qui *« emprunte au vieil antisémitisme européen »*.

L'oubli, dans nos sociétés sécularisées, de la force de l'emprise religieuse favorise les exigences islamistes, même les plus pacifiques, comme l'explique Marcel Gauchet : *« Nos sociétés sont devenues incapables de comprendre des comportements procédant de motivations religieuses et ne veulent plus en entendre parler. »* L'explication par le chômage et la pauvreté de cette intense piété importée n'est pas seulement fausse, mais aussi méprisante pour les croyants.


alessandro bianchi / reuters

TARTUFES DE LA LAÏCITÉ L'ex-président Nicolas Sarkozy, récemment converti au militantisme laïque, n'a cessé de montrer son ignorance voire son mépris de la laïcité. Comme lorsqu'il déclarait à Latran, en 2007, que le religieux serait toujours supérieur à l'instituteur.

– L'ignorance de la laïcité. Les revendications islamistes de bonne foi rencontrent une laïcité française en mauvais état par ignorance de ses principes et de ses conditions. Parce que la mémoire du conflit laïque, qui l'a emporté il y a un siècle sur l'imperium catholique, est oubliée, que la gauche n'a pas su l'entretenir et que Nicolas Sarkozy lui a donné le coup de grâce en dénonçant une *« laïcité punitive »* et en proclamant que le religieux était supérieur à l'instituteur. Que l'ex-président de la République récemment converti au militantisme laïque révèle son ignorance de la question en déclarant : *« Je suis pour l'interdiction du voile pour les fonctionnaires au guichet des administrations »* (par obligation statutaire aucune fonctionnaire n'a jamais été voilée…) donne la mesure de la confusion actuelle. Une ignorance de la laïcité au sommet de l'Etat qu'illustre aussi l'énorme bourde de François Hollande expliquant que *« la République française reconnaît tous les cultes »* alors que l'article 2 de la loi de 1905 dit exactement l'inverse *(« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte »)*. Le Parti socialiste n'est pas en reste qui vient de recommander *« le développement de l'enseignement confessionnel musulman »* dans un document signé par Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité. *« Le PS trahit la République ! »* s'est, seul, ému le Parti radical de gauche avec le socialiste Jean Glavany, qui dénonce l'emprise d'une *« théorie de l'assignation »* renonçant à *« un siècle de combat des socialistes pour la défense et la promotion de l'école publique, gratuite et laïque »*. Combat également regretté par le Syndicat des chefs d'établissement : *« Le message que l'on fait passer, c'est que chaque communauté devrait avoir ses propres écoles. C'est tourner le dos au modèle laïque. »*

Car c'est dans le lieu où elle doit s'enseigner – l'école – que cette confusion, y compris chez les enseignants, est la plus dommageable. Abdennour Bidar, en charge des formations à la laïcité au ministère de l'Education, entend ainsi des enseignants lui dire qu'il leur est difficile d'enseigner la laïcité parce qu'ils sont catholiques… Et une note juridique du ministère, datée du 22 janvier dernier, après les attentats, ne répond encore qu'imparfaitement aux demandes des directeurs des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (remplaçant les IUFM) qui voient certaines de leurs élèves, futures professeurs, venir voilées…

Il y a donc un gros travail de clarification pour ne plus voir, comme ces dernières années, un proviseur se renseigner sur la direction de La Mecque parce qu'une élève la lui demandait pour faire sa prière dans le lycée ; un principal reprocher à un professeur d'histoire-géographie d'avoir *« provoqué la communauté turque »* en évoquant le génocide des Arméniens ; des instituteurs demandant, dans leur classe, qui est *« musulman »*, *« juif »* ou *« catholique »* ; une directrice d'école adresse un *« shana tova ! »* à ses coreligionnaires juifs devant tous les élèves et, face à la revendication d'un instituteur désirant enseigner sa kippa sur la tête, l'administration « transiger » en lui autorisant le port de la casquette…

Cela commence mal, le ministère tolérant aujourd'hui que la Ligue de l'enseignement diffuse dans certains établissements une version corrigée de la Charte de la laïcité de Vincent Peillon en expurgeant 12 fois le mot « laïcité » au profit des termes « religion » ou « religieux » et en supprimant la notion d'« égalité entre les filles et les garçons ».

***

Quelles que soient leurs motivations, fort variées – peur, ignorance, clientélisme, etc. –, ces complicités ont des effets similaires et paradoxaux : elles divisent tout en empêchant les débats. On vient de le voir à propos des cantines scolaires : alors que règles et principes, dans ce domaine, peuvent s'énoncer clairement et calmement, champ libre est laissé aux plus hystériques, de Nicolas Sarkozy prétendant redevenir héros républicain en s'opposant aux menus de substitution dans les cantines scolaires à l'imam qui lui répond que *« ceux qui mangent du porc deviennent eux-mêmes des porcs »*. Et le débat semble impossible sur l'interdiction du voile dans les cours d'université alors que Manuel Valls l'a dit *« digne d'intérêt »* et que plusieurs personnalités de gauche s'y sont déclarées favorables, dont Julien Dray, Pascale Boistard, secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, Juliette Méadel, porte-parole du PS, et Daniel Keller, grand maître du Grand Orient de France.

Ce sentiment que leurs élus s'opposent sur le diagnostic mais semblent trop tétanisés pour en débattre contribue aux craintes des Français sur l'islam. Et ne pas vouloir ou savoir prendre parti dans les controverses décisives entre musulmans fait le jeu des intégristes au détriment des partisans de la paix et de la laïcité. Ici comme ailleurs, ainsi que le dit Zineb el-Rhazoui de *Charlie Hebdo*, aujourd'hui menacée de mort par l'Etat islamique : *« C'est sur ces gens-là qu'il faut mettre la lumière et non pas sur ceux qui pleurent d'être stigmatisés derrière une barbe ou une burqa ! Il est grand temps de sortir d'un certain discours de pleurnicherie sur la compréhension de l'autre qui n'est en réalité que la compréhension du radicalisme et de la normalisation du radicalisme. »*

L'intimidation devant les intégristes dénoncée par Zineb el-Rhazoui finit par valider l'idée que l'islam est incompatible avec la laïcité et avec la liberté d'expression et de conscience. Est conforté cet essentialisme islamiste considérant tout immigré maghrébin comme musulman. Nicolas Sarkozy parlait de *« musulman d'apparence »* et François Hollande a eu ce réflexe calamiteux de parler de *« victime musulmane »* à propos d'Abel Chennouf, le militaire toulousain assassiné par Mohamed Merah, alors que le jeune soldat était catholique… Mais des raisonnements supposés savants se rapprochent de cet essentialisme, comme celui d'Olivier Roy considérant que *« la gauche a perdu le vote dit "musulman" »* parce que *« le discours laïque, contre le communautarisme, de Manuel Valls a provoqué une désaffection »*. Conclusion implicite : tous ceux qui croient en Mahomet sont obligatoirement contre la laïcité et pour le communautarisme ! Et, à l'envers, *« tout partisan de la citoyenneté, de l'égalité des droits et des devoirs, de la liberté de conscience, est aux yeux de certains un islamophobe doublé d'un raciste ! »* s'indigne Patrick Kessel, président du Comité Laïcité République qui estime que la *« France connaît la crise sociale mais aussi la déchirure culturelle »* : *« Un véritable malaise s'est instauré, le vivre-ensemble, inauguré par de louables intentions, s'est muté en communautarisation de la société alors que la conception républicaine de la citoyenneté est individuelle et non pas communautaire. Le Front national n'a qu'à attendre son heure face à l'incapacité des républicains à traiter le problème. »* ■ **É.C.**

Dans certains établissements, la Charte de la laïcité est expurgée 12 fois du terme « laïcité ».

SOCIÉTÉ

Communautarismes

Quand les élus locaux cèdent...

Acheter la paix sociale, garantir sa réélection ou croire naïvement faciliter le “vivre-ensemble”... Les motivations qui conduisent certains édiles à céder à l'électoralisme religieux sont diverses. Jusqu'à se retrouver contraints de dépasser toujours plus la ligne jaune de la laïcité. Enquête.

PAR MATHIAS DESTAL

Gérard Bouchet est un ancien élu aux idéaux en berne. Ce retraité de l'Education nationale, à la barbe blanche et aux fines lunettes, a été jusqu'à l'année dernière l'adjoint aux personnels et aux ressources humaines du maire socialiste de Valence (battu en 2014), Alain Maurice. *« Disons-le : mon maire avait une propension à attendre, des Eglises en général et des leaders musulmans en particulier, qu'ils l'aident à maintenir la paix sociale dans les quartiers de la ville »*, souligne-t-il. Quitte à faire des appels du pied plus ou moins discrets auxdites chapelles. Comme en témoigne ce courrier envoyé par le premier édile pour ses vœux concernant l'année 2013 à une *« liste d'administrés identifiés comme membres de la communauté musulmane »* (lire le fac-similé p. 54). Le fait d'identifier ses électeurs en fonction de leur appartenance religieuse supposée n'est déjà pas piqué des vers. Mais le contenu de la missive est encore plus édifiant. *« A l'occasion du premier jour du mois sacré de Muharram qui célèbre le nouvel an musulman, je voudrais vous présenter mes meilleurs vœux »*, écrit l'ancien maire. Avant de souhaiter à ses destinataires : *« Que les vertus de l'islam, votre belle religion, puisse continuer à irriguer vos vies personnelles et éclairer vos trajectoires professionnelles. »* Et de lâcher enfin, à la manière d'un missionnaire zélé : *« Seuls les cœurs apaisés par l'abandon confiant à Dieu connaissent le bonheur. »* On est bien loin de l'article 2 de la loi de 1905 qui stipule que *« la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte »* !

Mais le plus embêtant pour Gérard Bouchet n'a pas tant été cette lettre que la tendance de son ex-patron à « draguer » certaines associations confessionnelles identifiées comme des interlocutrices incontournables, jusqu'à mettre gratuitement à leur disposition des salles municipales. *« Comme pour cette association qui demandait une salle pour projeter des films pour enfants. “Tant que ça passe, on ferme les yeux”, se disait-on. Sauf qu'à la place de films de loisir, c'est un prédicateur qui est monté sur l'estrade ! »* affirme notre militant du Mouvement républicain et citoyen (MRC).

> **« “Tant que ça passe, on ferme les yeux”, se disait-on. » L'ancien adjoint au maire de Valence**

L'ancien élu a le sentiment d'être revenu à une forme de *« concordat napoléonien »* – régime sous lequel la puissance publique utilisait les religions et leurs clercs comme instrument de régulation sociale. *« Résultat : on a fini par rencontrer la plus grande difficulté à légitimer et à justifier le fait que les activités religieuses doivent être séparées de l'activité publique, comme la loi le stipule. »* En 2012, Gérard Bouchet a donc décidé d'endosser le rôle ingrat de vigie de la République, et a créé l'observatoire local de la laïcité, qu'il dirige >



ÉLECTORALISME Pour se faire réélire, certains élus cèdent à la tentation de “draguer” les communautés. Ici, une électrice du Tarn votant aux européennes de 2014.

lemoine / bsip



stéphane marc / le dauphiné / photoppr

MISSIVE D'ÉDILE
En 2013, Alain Maurice, alors maire de Valence, a envoyé cet e-mail de vœux à une liste d'administrés identifiés comme musulmans.

> toujours. Opposé par principe au fait que certaines mairies se permettent de financer la réfection d'une église, il refuse également l'idée qu'un préfet participe à une cérémonie religieuse catholique : *« Pour que la laïcité ait du sens et de la force, il faut absolument se garder de donner dans le deux poids, deux mesures. »*

Un travers qui ne guette pas le maire UMP de Nice, Christian Estrosi, tant ce dernier se montre généreux avec toutes les communautés ! Un jour, il célèbre la fête juive Hanoukka dans les rues de Nice en dansant main dans la main avec un rabbin. Un autre, il se fait photographier portant à bout de bras des reliques chrétiennes, et poste l'image sur son compte Facebook avec cette légende : *« Défendre nos traditions chrétiennes, c'est aussi défendre l'héritage de nos anciens qui ont bâti notre pays niçois. »* Un autre jour encore, dans un registre différent, il dégote une ristourne pour les musulmans du centre-ville afin que leur association ne paie que 350 € pour la location de leur salle de prière au lieu du loyer de 700 €. Le tribunal administratif de Nice a annulé cette décision en mars 2013, les juges estimant qu'en agissant de la sorte le maire avait *« méconnu les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 en tant qu'elles interdisent à une collectivité locale de subventionner un culte »*. Christian Estrosi a été contraint de revoir la convention en effaçant la décote…

Et que dire du savoureux paradoxe entretenu par ce proche de Nicolas Sarkozy qui n'hésite pas à clamer, en juillet 2013, qu'islam et démocratie ne seraient *« absolument pas compatible »* et qui, un an et demi plus tard, octroie une subvention de 3 000 € à l'antenne niçoise des Jeunes Musulmans de France, une entité qui dépend directement de la très politique et influente Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans ? Pour le député de l'Essonne Malek Boutih, l'électoralisme communautaire est en train de *« faire craquer la République sur ses territoires »* (lire l'entretien ci-contre). *« Le problème,* nous a confié cette grande gueule du PS, *c'est qu'en segmentant par groupes de gens on finit par accompagner ceux qui veulent importer le communautarisme et l'intégrisme religieux. »*

Un constat que partage à regret Pierre Bouchacourt, qui, de 2008 à 2014 – année où il a raccroché l'écharpe tricolore –, a officié comme adjoint à la sécurité et directeur de cabinet du maire PS de Cergy (Val-d'Oise), Dominique Lefebvre. Durant ce mandat, notre ancien rocardien a consacré, de son propre aveu, une grande partie de son temps à satisfaire les besoins et les revendications des différentes communautés, et notamment ceux de la communauté musulmane cergyssoise. Un peu par volonté de faciliter le vivre-ensemble. Mais aussi, il faut bien le dire, par calcul électoral… *« Tous les élus vous diront qu'ils défendent des valeurs émancipatrices et républicaines,* témoigne le repenti. *Mais, à force de flatter des identités particulières et de prendre des libertés avec la laïcité pour satisfaire les uns ou les autres, pour acheter la paix et espérer se faire réélire, on devient quelque part complices de l'islamisme. »* Et ce lanceur d'alerte de poursuivre son inquiétant constat : *« Les élus sont accaparés par la gestion quotidienne de leur ville. Ils ne prennent plus le temps de réfléchir à l'action municipale et se font déborder par des revendications communautaires auxquelles ils succombent par facilité, car c'est beaucoup plus confortable de gérer des clientèles que d'essayer de construire du commun… »*

Prenez l'exemple de la mosquée de Cergy, inaugurée en juin 2012. Que les représentants de la communauté musulmane locale entrent en discussion avec les autorités de la ville, c'est tout à fait normal. Il faut penser à l'emplacement, aux aménagements nécessaires, aux normes de sécurité… Pierre Bouchacourt en convient parfaitement : *« Le maire se doit d'être en relation avec les représentants religieux. Mais il ne doit pas être proactif. »* C'est-à-dire ? *« Dans le cas de Cergy, par exemple, il a été décidé de ne pas mettre le parking sur le périmètre du bail de la mosquée, alors qu'il ne sert qu'à l'accueil des fidèles,* nous révèle l'ancien élu. *C'est* >



burno bébert / sipa

GÉNÉREUX, le maire de Nice, Christian Estrosi, entretient les meilleures relations avec toutes les communautés (ici, lors de la célébration d'une fête juive). La justice l'a cependant rappelé à l'ordre pour avoir accordé une décote contraire à la loi de 1905 à une association musulmane.

"LA RÉPUBLIQUE CRAQUE SUR SES TERRITOIRES" PAR MALEK BOUTIH

Marianne : A la suite des attentats des 7, 8 et 9 janvier, vous avez pointé avec virulence la responsabilité de certains « *élus locaux corrompus* », qui « *ont pactisé avec les voyous, les salafistes et les communautés pour avoir la paix* ». Les territoires sont-ils pour vous au cœur du problème ?

Malek Boutih : Le débat politique et médiatique évoque souvent les questions d'identité comme si c'était un concept « hors sol ». Or, en France, parler identité, c'est avant tout parler territoire. Réfléchir à l'islamisme, à son combat politique, à ses prétentions expansionnistes, c'est avant tout réfléchir à des enjeux territoriaux. A l'instar du mouvement – plus anecdotique – des « bonnets rouges », qui ont fondé leur action sur l'exaltation du territoire breton, les islamistes se sont implantés en banlieue, d'où ils ont entrepris de mener une politique de conquête à petits pas. Et la décentralisation fait beaucoup pour les y aider.

En quoi ?

M.B. : Parce qu'elle concentre trop de pouvoirs dans les mains d'élus locaux fragilisés par la crise économique et son cortège de mécontentements. Des élus sur lesquels les pressions d'électorats communautaires s'exercent plus facilement. Des élus qui s'arrangent avec un tissu associatif lentement noyauté par les islamistes – clubs sportifs, associations des femmes, etc. –, qui se proposent aimablement d'organiser le ghetto, et arrangent la pente de la démission. Petit à petit, le maire qui croit maîtriser, voire manipuler, se retrouve otage. Et si un courageux décide de s'émanciper, il perd toute chance d'être élu ou réélu. Ce sont ces distorsions-là qui font craquer la République sur ses territoires.

Pour casser cet engrenage électoraliste, vous proposez de mettre certaines mairies sous tutelle de l'Etat. N'est-ce pas aller trop vite, trop loin ?

M.B. : Comment faire autrement ? Le problème aussi, c'est que les appareils politiques n'ont plus de corpus ni de discipline idéologiques. Sinon, ils feraient le ménage dans leurs propres rangs, et ne permettraient pas que des élus se réclamant de leur étiquette dealent ainsi avec des islamistes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE ROSENCHER



savary delestrez / maxppp

A la suite d'une facilité du maire, à Cergy, le parking de la mosquée est financé par tous les Cergyssois.

> *une façon de donner des gages, en faisant supporter les charges de l'entretien et du gardiennage à tous les contribuables. »* Plus ennuyeux, encore : *« Le fait que le maire est allé voir des représentants d'organisations islamistes pour financer la mosquée. Il n'a pas à être pourvoyeur de fonds ! »* Et l'ex-militant antiraciste de s'interroger : *« Où s'arrête le curseur ? Si vous n'êtes pas raide sur ces principes-là, c'est terminé. »*

Depuis qu'il ne cache plus son regret amer d'avoir participé à cette dérive, Bouchacourt a vu fleurir à son encontre les procès en islamophobie : *« C'est dingue ! Je dis simplement qu'il existe aujourd'hui des problématiques spécifiques liées à la communauté musulmane dans certaines villes. Qu'une nouvelle génération de jeunes gens radicalisés a doublé les anciens. Ils se sentent plus forts, justement parce qu'ils se savent écoutés par des pouvoirs publics qui ont oublié la neutralité religieuse par souci électoral. Ne pas le dire, c'est aussi une façon de se faire les complices d'un repli, de la montée de l'islamisme »*, soupire-t-il.

"AMICALES PRESSIONS"

Pour tenter de mettre fin aux revendications religieuses particulières *« qui n'existaient pas il y a encore quatre ou cinq ans »*, le maire de Saint-Jean-de-la-Ruelle, le socialiste Christophe Chaillou, a opté pour une solution inédite : la mise en place, fin janvier, d'un conseil de la laïcité et du vivre-ensemble au sein de sa mairie. *« Cette décision avait été prise avant les attentats du début du mois »*, précise d'emblée l'édile, qui a rempilé pour un troisième mandat à la tête de cette commune de 16 800 habitants située dans la banlieue d'Orléans.

L'instance, consultative, est composée de représentants des cultes, d'organisations laïques et de membres de la société civile. Elle doit se réunir trois fois par an dans la salle du conseil municipal. Son objet : permettre un échange ouvert sur des sujets pour lesquels le maire et ses élus sont régulièrement interpellés sur le terrain. Comme *« la question des repas de substitution à la cantine ou celle des aménagements pour les femmes dans les structures sportives de la ville »*. En fait, derrière l'instauration de ce conseil de la laïcité, Christophe Chaillou explique qu'il s'agit surtout de désamorcer ce qu'il qualifie en termes diplomatiques d'*« amicales sollicitations et* [d']*amicales pressions »*. Avec cette nouvelle structure – la première réunion s'est tenue le 24 janvier dernier –, Christophe Chaillou souhaite que les croyants de sa ville *« qui se sentent persécutés par une laïcité qu'ils jugent agressive »* comprennent qu'il s'agit de travailler et de réfléchir en commun. Non pas avec chacun de façon bilatérale et discrète. *« Cela peut conduire à avoir des relations malsaines*, dit-il pudiquement. *Nous avons été trop souples et pas suffisamment fermes sur l'affirmation de règles fondamentales. »* Mais la difficulté, ajoute-t-il, *« c'est de faire passer le message aux plus jeunes »*. Une difficulté, et un défi que le maire ne désespère pas de mener à bien. Ouf. **M.D.**

Les mauva ises ondes de Beur FM...

Depuis deux ans, "Les zinformés" – l'émission quotidienne phare de Beur FM – font un carton. Loin des oreilles chatouilleuses de l'élite parisianiste, on y traite, entre autres joyeusetés, les membres de "Charlie Hebdo" de "rats d'égout"... PAR VLADIMIR DE GMELINE



Capture écran Beur FM

« Les zinformés », vous connaissez ? Tous les soirs de la semaine, entre 20 h 30 et 22 heures, sur Beur FM, les invités de cette émission débattent de l'actualité sous la houlette de l'animateur Abdelkrim Branine. Chefs d'entreprise issus de la diversité, avocats, jeunes élus au verbe haut, membres distingués du Parti des indigènes de la République ou des Indivisibles..., chacun y va de son commentaire sur les événements du jour et de la veille. En décibels et en nombre de « je ne peux pas te laisser dire ça », on est à peu près dans le même registre que « Les grandes gueules » sur RMC. Sauf qu'ici l'accent du Sud-Ouest n'est pas obligatoire et que deux thèmes phares semblent tourner en boucle : l'islamophobie et le conflit israélo-palestinien. Parfois, aussi, on y tient en toute impunité, loin des oreilles des bonnes âmes chatouilleuses, des propos qui – comment dire ? – laissent pantois...

Jeudi 2 avril, par exemple. Sans que personne s'en émeuve outre mesure, l'adjoint au maire UDI de Livry-Gargan, Salem Aïdoudi, s'est lâché sur *Charlie Hebdo.* Evoquant les tensions au sein de la rédaction autour de questions d'argent, l'élu se lâche : *« Charlie montre son vrai visage. Ce sont des rats. »* Intervention de l'animateur, qui tente de tempérer : *« Il y a deux* Charlie... » L'intéressé persiste : *« Non, il n'y a qu'un* Charlie, *pour moi cela reste des rats d'égout. »* Sur le plateau, aucun des invités ne réagit, ni l'avocate Nabila Belaïdouni, ni le représentant d'Acrimed (Action Critique Médias), ni celui des Indivisibles – un mouvement proche des Indigènes (lire l'article, p. 58). Et même si Salem Aïdoudi finit par expliquer son courroux par le fait que personne du journal n'est venu rendre visite à la famille d'Ahmed Merabet, le policier natif de Livry-Gargan abattu par les frères Kouachi boulevard Richard-Lenoir, on reste plus que dubitatif quant à l'emploi de tels termes sur les 18 fréquences FM de la radio. *« Il a eu une réaction épidermique, il était complètement là-dedans,* défend Abdelkrim Branine. *Ce n'était en aucun cas un jugement de valeur sur le journal en lui-même, et surtout pas sur les victimes. »* Quand on connaît l'impact de l'émission, la tenue de tels propos provoque tout de même le frisson.

DOUTEUSES DIGRESSIONS

Car « Les zinformés » sont devenus un véritable phénomène de société. L'émission, qui vise principalement les Français musulmans ou de culture musulmane et qui se présente comme une alternative pour tous ceux qui se pensent au mieux oubliés par les médias *mainstream,* au pis stigmatisés par ces derniers, bénéficie d'une grande popularité dans les « quartiers ». *« Nous sommes écoutés par des gens d'un certain niveau social, une sorte d'élite des quartiers populaires »,* explique l'animateur, qui précise également jouir d'une audience confortable auprès des chauffeurs de taxi, *« nos meilleurs ambassadeurs »*. Depuis le lancement de l'émission, il y a deux ans, Abdelkrim Branine s'est constitué un noyau dur d'invités récurrents. *« Dès qu'il s'agit d'islam, on voit toujours les mêmes dans les autres médias : Chalghoumi, Boubakeur, Chebel, Bidar,* soupire Branine. *Nous, nous invitons des gens qui ne le sont pas d'habitude. »* Et le présentateur d'égrener ses têtes d'affiche préférées : *« Me Yassine Bouzrou, l'un des meilleurs pénalistes parisiens, Farid Temsamani, consultant en intelligence économique, Youssef Boussoumah, du Parti des indigènes de la République, Sihem Souid, du PS... »*

"LES ZINFORMÉS"
Une émission pour les Beurs des quartiers populaires qui se sentent au mieux oubliés par les médias *mainstream* au pis stigmatisés par ces derniers... Un respect du "droit à la différence" qui en vient à négliger "l'égalité", selon Mohand Dehmous, un ex-animateur de la radio.

« Dès qu'il s'agit d'islam, on voit toujours les mêmes. Ici, on invite ceux qu'on ne voit pas ailleurs. » L'animateur

Du beau monde, donc. Mais qui se laisse parfois aller à de douteuses digressions qui en disent long sur la fracture idéologique qui s'est installée entre la République et certains de ses enfants. Quand on ne s'y émeut pas que l'Etat poursuive les Français partis faire le djihad en Syrie avec l'Etat islamique et pas ceux partis faire leur service dans l'armée israélienne, on y traite le patron de *l'Express,* Christophe Barbier, de *« cochon »,* comme l'a récemment fait Mourad Ghazli, ancien judoka, élu UDI, qui en a également profité pour *« mettre une quenelle à Yann Barthès »*. Quant à Aurélien Denizeau, « historien blogueur », il a expliqué, le 3 avril, qu'il était moins choqué quand Jean-Marie Le Pen qualifiait les chambres à gaz de *« point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale »* que quand sa fille prenait la défense de la Ligue de défense juive. *« C'est une émission de débat, on n'est pas forcément d'accord avec ce qui se dit, il y a des oppositions fortes »,* dit Abdelkrim Branine, en précisant cependant qu'*« il n'est absolument pas question d'inviter des gens de la mouvance Dieudonné. »*

Il y a, en tout cas, assez peu de points communs, sinon aucun, entre Radio Beur, née en 1983 après la marche des Beurs, et Beur FM, aujourd'hui. Mohand Dehmous, un des animateurs historiques de la station, a vécu et accompagné la période d'effervescence artistique et culturelle des années 80 : *« Je ne me reconnais absolument pas dans ces discours politico-religieux, dans ce concept d'islamophobie qui ne veut rien dire, et 90 % des Français d'origine maghrébine sont dans le même cas que moi. Il n'était jamais question de religion à l'antenne. Le problème est venu de SOS Racisme, de "Touche pas à mon pote" et du paternalisme du PS. On s'est mis à parler de respect du droit à la différence, et on en est arrivé au relativisme culturel, alors que justement nous voulions montrer que nous étions français, et qu'il n'y avait pas de différence. Ce que nous voulions, c'était l'égalité. »* Pour lui, la fracture entre Radio Beur et Beur FM se résume en quelques mots : *« Nous faisions une radio française à destination des populations migratoires, c'est devenu une radio arabo-musulmane. »* ■

Les “indigènes de la République”

Ils excusent tout, c’est même à ça qu’on les reconnaît

Depuis dix ans, ce mouvement clame que la France n’a rien abandonné de son colonialisme et que la République est une vieille rombière raciste. Pour ses militants, la burqa est “un mode d’émancipation” et les frères Kouachi, le résultat d’une politique discriminatoire. Un discours dont les outrances, malheureusement, infusent… PAR PERRINE CHERCHÈVE

Houria Bouteldja est une femme séduisante. Du genre à crever le petit écran. Comme ce soir de printemps 2010, où elle est l’invitée de Frédéric Taddeï sur France 3. Longs cheveux bruns tirés en arrière, paupières légèrement ombrées, regard souligné d’un trait de noir et visage éclairé par le rouge de son col roulé… Houria Bouteldja chaloupe, penche la tête, les sourcils froncés, accentuant la gravité de certains de ses propos. Nous sommes six mois avant le vote de la loi interdisant le voile intégral dans l’espace public, et la voilà avocate de la cause des femmes qui portent la burqa. Elle tacle *« Madame Badinter »*, la philosophe féministe qui *« du haut de son perchoir souhaite nous voir,* moque-t-elle. *Elle souhaite que les femmes se dévoilent, alors que, pendant trente ans, les immigrés et les enfants de l’immigration n’ont jamais cessé de vouloir être vus. Et rares ont été les gens qui voulaient les voir ».* Elle poursuit : *« C’est important d’entendre qu’il y a des gens qui cherchent d’autres voies d’émancipation. Des femmes qui disent : je suis contre la marchandisation de mon corps. »*

Emancipatrice, la burqa ? L’argument laisse songeur. Mais face à la belle pugnace, face à ses longues boucles brunes sur le plateau de « Ce soir ou jamais », on reste scotché. A la télé, Houria Bouteldja, qui n’a pas donné suite à nos demandes d’interviews, s’exprime en roue libre. C’est, comme on dit, « une bonne cliente »…

Houria Bouteldja est porte-parole du Parti des indigènes de la République (PIR). A l’origine, il s’agissait d’un mouvement – qu’elle a lancé en janvier 2005 avec Youssef Boussoumah, militant propalestinien, en réaction contre la loi sur le voile à l’école – réunissant autour d’un texte diffusé sur le Net des intellectuels et des sociologues pro-Ramadan, des militants d’Attac, d’extrême gauche, des féministes et des écolos. Le manifeste, intitulé « Nous sommes les indigènes de la République. Appel pour des assises de l’anticolonialisme postcolonial », accuse la France d’avoir *« indigénisé »* les populations des quartiers, *« reléguées aux marges de la société ».* Il prétend démonter les *« mécanismes coloniaux »* à l’œuvre, à commencer par la loi *« antifoulard »,* une *« loi d’exception, raciste, discriminatoire, sexiste ».* Quelques mois après ce coup d’éclat, les « indigènes » disparaîtront des écrans radar et resteront étonnamment muets lors des émeutes des banlieues, la même année…

« Ils font partie de ces mouvements qui fonctionnent par éclipses ou par ellipses, souligne Smaïn Laacher, professeur de sociologie à l’université de Strasbourg et chercheur au Centre d’étude des mouvements sociaux (Cems). *Ils réapparaissent pendant les controverses publiques, et n’existent que parce qu’ils se confectionnent des alliances avec des figures singulières du champ médiatique. »* En 2011, ils se font à nouveau remarquer quand Houria Bouteldja signe une pétition contre le soutien aux journalistes

« Ils partagent avec une partie de la gauche radicale la même détestation de l’Etat. » Christophe Ramaux



J.-p. baltel / bureau 233

de *Charlie Hebdo* après l’incendie de leurs locaux. *« La disproportion entre les unes alarmistes sur l’incendie de* Charlie Hebdo *et les brèves de 10 lignes sur les saccages des lieux de culte musulman entretient une vision du monde raciste »,* y lit-on.

HOURIA BOUTELDJA, porte-parole du Parti des indigènes de la République (PIR). Ses assertions cinglantes en font une “bonne cliente” des plateaux télé.

CONTRE “L’ÉLITE BLANCHE”

Ses auteurs prétendent même que l’incendie tombe à pic pour *Charlie,* qui *« s’enlisait en silence dans la mévente et les difficultés financières.* […] *Le buzz médiatique et l’islamophobie ambiante assureront certainement à l’hebdomadaire, au moins ponctuellement, des ventes décuplées, comme cela s’était produit à l’occasion de la première affaire des caricatures ».* La tribune est aussi signée par Rokhaya Diallo, ex-chroniqueuse sur Canal +, puis éditorialiste sur iTélé, polémiste sur RTL et animatrice sur Le Mouv et fondatrice des Indivisibles. Une version faussement déconnante des « indigènes », qui distribue des « Y a bon Award » à leurs ennemis communs, c’est-à-dire à l’*« élite blanche »*, propagatrice de *« l’islamophobie »* : les journalistes de *Charlie Hebdo*, l’essayiste Caroline Fourest, le patron de *l’Express*, Christophe Barbier, l’intellectuel Alain Finkielkraut. Après la tuerie de *Charlie*, Houria Bouteldja publiera d’ailleurs sur oumma.com un texte d’une violence inouïe contre ses têtes de Turc. *« Je méprise ces gens,* écrit-elle. *Ils justifient l’Occident et ses crimes et portent le masque des belles âmes. Ils piétinent des millions de cadavres et de vies pulvérisées par la civilisation et mettent en scène, impudiques et obscènes, leur feinte colère et leur chagrin surjoué : ils sont objectivement maillons de cette chaîne infernale au bout de laquelle se tiennent les frères Kouachi. »* On résume : les frères Kouachi, les 12 morts des attentats de janvier, c’est la faute à Finkielkraut.

Sur le site du Parti des indigènes, la prose n’est guère plus ragoûtante. Ses membres y déversent leur haine de la France et des *« souchiens » (sic).* Qualifient la lutte contre l’antisémitisme de *« philosémitisme d’Etat »*, au motif que les juifs bénéficient d’une *« racialisation positive »*(re-*sic).* Et convoquent cheikh Yassine, fondateur du Hamas, comme figure du combat antisioniste…

« Les “indigènes” ne sont pas un mouvement antiraciste mais communautaire et extrémiste, analyse la journaliste engagée Caroline Fourest, l’une des cibles favorites du PIR. *Son discours est inaudible en dehors des petits cercles rêvant de rejouer la guerre d’Algérie. »* Voire. Car leur voix porte et se diffuse aussi au sein de réseaux qui ont l’oreille des jeunes des cités et des musulmans radicaux. Houria Bouteldja est une habituée du plateau de Fréderic Taddeï, qui invite aussi régulièrement Tariq Ramadan, Dieudonné et Alain Soral… C’est à « Ce soir ou jamais » qu’elle délivre ses perles, mélange réac et de radicalité, comme lors du débat sur le mariage pour tous, où elle dénie l’existence de gays dans les quartiers populaires – pour elle l’homosexualité est *« un mode de vie impérialiste ».*

Youssef Boussoumah est lui très sollicité par Abdelkrim Branine, rédacteur en chef et animateur des « Zinformés » sur Beur FM (lire p. 56). Les « indigènes » comptent aussi parmi leurs *« alliés blancs »* – l’expression est d’eux ! – Edwy Plenel, le patron de Mediapart, qui le 13 décembre 2014 participait avec Houria Bouteldja à la Journée internationale contre l’islamophobie, aux côtés de Denis Sieffert, directeur du journal *Politis*, de Marie-Christine Vergiat, députée européenne Front de gauche, d’Alima Boumediene-Thiery, d’Ensemble, du communiste Pierre Dharéville et de Roselyne Vachetta du NPA. *« Il y une connexion intellectuelle entre les “indigènes de la République” et une partie de la gauche radicale. Elle partage avec eux la même détestation de l’Etat, de la nation »,* explique l’économiste Christophe Ramaux, membre des Economistes atterrés, qui a démissionné du conseil scientifique d’Attac lorsque, après l’attentat de *Charlie Hebdo,* le mouvement a décidé de renforcer son alliance avec le mouvement. L’universitaire a également mis fin à sa collaboration avec *Politis. « Pour tous ces gens, la nouvelle question sociale est ethnico-sociale,* conclut-il. *Ils pensent que le combat central est aujourd’hui le combat en faveur des musulmans. En fait, ils sont dans un registre communautariste assez complémentaire avec celui du Front national. »* ■

SOCIÉTÉ

Que faire avec u n imam qui prêche l’apa rtheid ?

Dans une mosquée de Toulouse que fréquentait Mohamed Merah, Mamadou Daffé prêche, en français, qu’il n’y a pas de loi plus juste que de couper la main des voleurs et recommande à ses ouailles de ne pas se mêler aux mécréants. Entre gêne et déni, les autorités se montrent démunies face à la rhétorique de l’imam…

PAR DANIEL BERNARD



MAMADOU DAFFÉ, le controversé imam de la mosquée du Mirail, à Toulouse.

michel viala/ maxppp

Il est si franc de poignée de main et si bel homme, son large sourire d’ivoire surtout, tranchant sa peau d’ébène son large sourire, est si conforme aux canons de la beauté ethnique prisée par *Vogue* et *GQ*, que Mamadou Daffé, scientifique de profession, précisément chercheur à l’Institut de pharmacologie et de biologie structurelle du CNRS, passe généralement pour l’imam idéal. Jusqu’alors, ce Malien de haute stature, qui s’adresse aux fidèles de la mosquée toulousaine du Mirail dans un français de marabout, a toujours suscité non seulement le respect des élus de sa ville, mais aussi la bienveillance des pouvoirs publics. *« Cet homme est dangereux »,* avertissent pourtant quelques quidams qui ont alerté la presse après avoir eu la curiosité d’écouter ses prêches diffusés, semaine après semaine, sur le site internet de l’Accif, l’association qui gère ce lieu de culte entièrement financé par des fonds privés. Car l’« imam des jeunes », comme l’appellent ceux qui l’admirent de loin et sont fascinés par la soudaine piété des loulous de Toulouse, professe l’unité de l’islam, soit, mais d’un islam de guerre plutôt que de paix, qui mutile, qui égorge et qui tue.

Avant de composer le numéro du standard de *Marianne*, ces citoyens à la retraite ont tiré toutes les sonnettes de la République. Par atavisme, n’acceptant aucune mutilation, fût-elle rituelle, aucun meurtre, même commandé par Dieu, et prisant davantage la liberté que l’enfermement, ils se sont fait un devoir de sensibiliser les institutions à cette école de non-citoyenneté. Sans grand diplôme ni érudition, ils n’ont aucune prétention particulière *« à juger du droit d’un responsable religieux à tenir de tels propos ».* Eloignés des extrêmes et craignant la manipulation frontiste, ils ont manifestement trop conscience de leurs lacunes théologiques pour qualifier l’islam enseigné par Mamadou Daffé. ➤

> Intégriste ? Salafiste ? Frère musulman ? Comment savoir, quand le Conseil français du culte musulman (CFCM) lui-même hésite, juste furieux contre un *« individualiste »* qui a toujours refusé de se fondre dans cette institution. Aussi, ces citoyens interloqués se sont-ils contentés de porter à la connaissance des autorités une compilation des propos qui les heurtaient.

"IL N'Y A PAS D'ÉGALITÉ DANS L'ISLAM"...

Les destinataires de leur CD-Rom gravé sur un *« vieux micro »* ont ainsi pu entendre le guide d'une communauté de 2 000 à 3 000 membres faire la promotion de la *« main coupée »* pour châtier *« une femme mecquoise qui a volé sur le marché ». « Il n'y a pas de loi plus sage, il n'y a pas de loi plus juste*, se justifie très distinctement l'imam. *Celui qui en doute, qui dévoie sa foi, qu'il sorte de l'islam. »* Sur un autre enregistrement, la même voix grave énonce : *« Il n'y a pas d'égalité dans l'islam, contrairement à ce que les gens prétendent et à ce qu'on veut nous amener à croire et à ce que beaucoup de nos sœurs revendiquent. »* Un autre vendredi, s'agissant du voile qui doit *« cacher la tête et ne montrer qu'un œil pour pouvoir marcher »*, Mamadou Daffé affirme précisément : *« C'est comme ça... »* Et ajoute, à propos du voile comme de tout autre commandement : *« C'est une chose de ne pas le faire* [...], *une autre est de renier la sagesse d'un verset, même d'un seul verset. Les savants sont unanimes pour dire : celui à qui un verset a été montré, on lui a montré, on l'a informé, et s'il refuse un seul verset du Coran, il est sorti de l'islam. Il peut faire les prières qu'il veut, il peut faire ce qu'il veut, il est sorti de l'islam. »*

Un 23 décembre, ses ouailles tentées de fêter Noël sont clairement mises en garde : *« Celui qui imite un peuple en fait partie. » « Les fêtes ne sont pas des moments qu'on invente parce que l'on a envie de danser, parce qu'on a envie de chanter.* [...] *On va faire comme eux, bien intégrés, un sapin à gauche et je ne sais quoi à droite.* [...] *Si tu comprenais, tu ne serais pas en train d'imiter des gens qui insultent Dieu. »* La menace est claire : *« Tu voulais les imiter, écoute ce qu'ils subissent dans leur tombe avant de subir l'enfer pour l'éternité... »*

« Quand j'ai appris que Merah avait fréquenté sa mosquée, j'ai senti le devoir de sonner l'alarme. »



D'abord surpris, puis révoltés, voire effrayés par ces commandements qui leur paraissaient autant d'incitations au développement séparé des musulmans au sein de la République, les lanceurs d'alerte ajoutaient avec inquiétude un extrait supplémentaire, supposé inciter les croyants à rechercher *« l'excellence en toute chose »* : *« Lorsque vous tuez, tuez de la meilleure façon, lorsque vous égorgez, égorgez de la meilleure façon. »* Rapprochant cette recommandation d'un prêche antérieur – *« Quelqu'un insulterait ton père, si tu as un cœur, tu vas le tuer »*, recommande le bon imam à ses fidèles, comme une évidence –, les vigies républicaines questionnaient sobrement un député UMP : *« Dans quel type de profil psychologique peut-on classer cette personne ? »*

« Mon point de vue et mon ressenti de citoyenne sont qu'à la longue de tels prêches dont certains sont une incitation ou une suggestion de violence ne peuvent que séparer les individus alors que notre société a besoin de cohésion », pouvait lire un candidat aux dernières élections départementales, destinataire d'une des missives lancées comme une bouteille à la mer. Laïcs isolés, féministes, sans carte partisane ni réseau, simplement déboussolés par la banalisation des visages masqués dans leurs rues, que devaient-ils faire ? A l'heure du café-croissant place du Capitole, une des sentinelles se justifie : *« Quand j'ai appris que Mohamed Merah, avant de faire tuer des militaires et de faire un carnage dans une école juive, avait fréquenté la mosquée du Mamadou Daffé, j'ai ressenti le devoir de sonner l'alarme. »* Las, la frénésie épistolaire s'est révélée vaine, bien que les auteurs eussent pris le risque de signer, réclamant simplement la protection de leur identité de peur de subir le sort du philosophe toulousain Robert Redeker, vivant reclus, menacé de mort par des islamistes. Ni Pierre Cohen, maire de Toulouse jusqu'en 2014, ni son successeur, Jean-Luc Moudenc, ni le député PS Gérard Bapt, ni Manuel Valls alors ministre de l'Intérieur, n'ont jugé opportun de demander des comptes à l'imam idéal. Pas plus que François Hollande qui, alerté sur des propos précis, a fait répondre de manière parfaitement vague : *« Vous le savez*, écrit son chef de cabinet, *M. François Hollande veut être le président d'une France unie et rassemblée autour des valeurs de justice et d'égalité, de tolérance et de progrès. Profondément attaché aux principes humanistes et à la conception de la laïcité qui constituent le socle de notre pacte républicain, il est déterminé à faire progresser notre vivre-ensemble dans une France réconciliée et apaisée. »*

Aucune autorité locale n'a cherché à interroger l'imam sur sa conception de l'islam dans la République.

C'est que cet imam, fût-il obscurantiste ou illuminé, conduit ses ouailles sur une ligne de crête, veillant à ne jamais verser dans l'illégalité. En France, les propos sexistes, sauf à appeler à la violence, ne sont pas condamnés comme l'antisémitisme et le racisme. *A fortiori* lorsqu'ils sont prononcés dans un lieu dédié à la foi, car la laïcité républicaine protège prêches et sermons, fussent-ils opposés, et à la laïcité, et à la République. Jean-Paul Makengo, maire adjoint chargé de la diversité au sein de l'ancienne municipalité de Toulouse, et cofondateur du Cran, a ainsi expliqué aux citoyens qu'il avait accepté de recevoir que *« faute de clergé, un imam n'a aucun compte à rendre, ni sur le plan théologique, ni sur le plan juridique »*. Interpellé en 2012 en tant que ministre de l'Intérieur chargé des cultes, Manuel Valls fait du juridisme, rappelant qu'aux termes de l'article 1er de la loi du 9 décembre 1905, *« le libre exercice public des cultes est garanti par la République, sous réserve du respect de l'ordre public »*.

Dans les faits, Mamadou Daffé peut clamer, y compris aux grandes oreilles des Renseignements généraux, son refus du « vivre-ensemble ». Paradoxalement, son choix, celui de la transparence, a dissuadé les élus de dialoguer, sinon de l'interpeller. Aucune autorité locale, dont il est l'un des interlocuteurs officiels, n'a cherché à l'interroger sur sa conception de l'islam dans la République. Pas plus que les sénateurs et députés qui, de Jean Glavany à Hervé Morin, ont été alertés parce qu'ils appelaient *urbi et orbi*, dans le confort des studios de radio et de télévision, à la fondation d'un *« islam de France »*. *« M. Boutih a pris connaissance des différents mails, mais, vous le comprendrez, il n'a pas pu étudier dans le détail les nombreux documents et pièces audio, compte tenu de ses obligations parlementaires et des nombreuses sollicitations reçues depuis quelques semaines »*, nous a répondu le secrétariat du député de l'Essonne, le 18 février.

SUR UN TERRAIN DE LA DDE

S'ils m'avaient contacté, bien sûr que je les aurais reçus, même si le temps me manque, assure Mamadou Daffé sur un ton d'éternité. *Chaque année, lorsque le préfet m'invite, je lui présente mes vœux. »* Sollicité par *Marianne*, l'imam modèle, chevalière à l'auriculaire droit, s'explique effectivement de bonne grâce, dans une petite pièce attenante à la salle de prière à peine plus réjouissante qu'une baraque de chantier dans laquelle on aurait stocké quelques tapis et une horloge indiquant l'heure de La Mecque, abritée dans des préfabriqués, posés au bout d'un chemin de caillasse, de ronces et de déchets, sur un terrain de la direction départementale de l'équipement, du côté de la zone industrielle de l'avenue Eisenhower, à dix minutes de bus du terminus de la ligne A du métro, qui abrite ses >



> prières en attendant l'inauguration de la future mosquée du Mirail, dans deux ans, si Dieu veut. *« Je vous propose un café ?* invite le religieux. *Une pâtisserie ? »* Assis derrière la petite table bancale encombrée de papiers, le prêcheur aux tempes grises sirote les questions et encaisse les accusations. Sans nier avoir prêché qu'*« Allah a donné à la femme ce qui convient à sa nature, ce qui convient à sa noblesse, ce qui convient à son honneur »* et que *« le meilleur métier à* [sa] *connaissance est vraiment d'être une femme d'une famille pieuse, la mère de nos enfants »*, il affirme, avec autant de conviction : *« Je suis pour libérer les femmes de la dictature des hommes et des traditions qui voudraient les cloîtrer parce qu'elles ne seraient bonnes qu'à faire des enfants et n'auraient pas de droits. »* Encourage-t-il alors sa fille qui, voilée depuis ses 15 ans, passe son bac par correspondance, à devenir médecin, policier ou militaire ? *« Elle pense à devenir sage-femme, mais si tel avait été son choix, je le respecterais. Je dis simplement que la vocation d'une femme n'est pas de devenir un homme, pas plus celle d'un homme de devenir une femme. »* Et l'égalité des sexes ? *« Deux hommes, égaux en droits et en devoirs, ne sont pas pour autant égaux dans la vie. C'est tout ce que je dis… Je regrette que vous n'ayez pas interrogé les fidèles, ils savent ce que je pense »*, banalise l'imperturbable en chaussettes noires et djellaba vert sombre. On lui oppose qu'une fillette de 3 ans à peine, voilée d'orange fluo au sein d'une assemblée masculine vêtue de blanc ou de noir et portant majoritairement la barbe, assistait le matin même à la grande prière, à 5 m de lui, comme un fait anodin. *« Si je l'avais remarquée, j'aurais appelé le père pour lui dire qu'on ne doit pas accoutrer un enfant qui ne peut pas comprendre*, assure l'homme de foi. *Le voile, ça doit être le choix libre d'une femme, en principe. »*

En France, les propos sexistes, sauf à appeler à la violence, ne sont pas condamnés par la loi.



Le châtiment corporel aussi est affaire de principe, dont la mise en œuvre exige une parfaite maîtrise de la casuistique. Au terme d'un raisonnement sophistiqué, Mamadou Daffé estime encore que ses fidèles, *« plutôt des intellectuels »*, précise-t-il, ont saisi que son allusion à l'amputation des voleurs, qui se pratiquait il y a quinze siècles, n'avait d'autre but que d'inviter les musulmans, puissants ou misérables, à respecter la loi. *« J'espère qu'ils ont compris cela… »* ajoute-t-il. De cette sanction toutefois, inscrite dans le Coran, il retient l'effet *« dissuasif »*. De même, pour la lapidation, exécution par jet de pierres qui concerne hommes et femmes adultères dans des conditions si particulières qu'elle ne devrait être ni pratiquée, ni formellement proscrite. Mais, selon l'imam, *« son effet dissuasif assure la stabilité sociale »*. Bien que récusant avec force le procès en « double langage », Mamadou Daffé soutient pareillement que *« Dieu est trop miséricordieux pour envoyer en enfer »* celui qui mériterait d'y souffrir, parce qu'il a fêté, comme les mécréants, la Nativité. Plus généralement, ce théologien qui affirme n'avoir reçu pour toute formation que celle du cheickh de son village de Sofara assure que *« l'imam ne peut enseigner des choses qui ne s'inscrivent pas dans la République » : « Ce serait contraire aux intérêts de la France et aux intérêts des musulmans de France »*, précise-t-il. Alors qu'il nous raccompagne à la grille, l'imam promet de nous faire parvenir des prêches dans lesquels il aurait exprimé sa gratitude envers



le pays qui lui a donné *« des diplômes, le manger et le boire et aussi une façon de penser et la liberté de* [s]*'exprimer »*. Ils ne nous sont pas parvenus…

UNE ENQUÊTE CLASSÉE EN 2014

Contactée – recontactée, voire harcelée ! – par *Marianne*, la mairie de Toulouse fait savoir officiellement que *« les cultes relèvent de l'Etat »*, confirmant toutefois, mais sur la défensive, avoir mis ses ses baraquements de chantier à disposition des fidèles de Mamadou Daffé. Le directeur de cabinet du préfet, rappelant de son portable, se dit *« attentif à tous les signes de radicalisation »* et assure n'avoir pas eu connaissance des précédentes alertes citoyennes, tandis que le procureur de Toulouse, après revérification de ses services, révèle qu'*« une enquête a bien été diligentée pour apologie de meurtre, puis classée sans suite en mars 2014 pour infraction insuffisamment caractérisée »*. L'imam innocent s'en souvient bien : *« J'ai expliqué aux policiers qu'il pleuvait ce jour-là et que les frères, les pauvres, attendaient dehors pour prier. J'ai improvisé un dire prophétique plus bref que le prêche que j'avais préparé et ça a fait le buzz. Tout le monde a compris que je recommandais d'aiguiser une lame pour que la bête égorgée ne souffre pas… »*

Le cabinet du préfet assure n'avoir pas eu connaissance des précédentes alertes citoyennes.

Parmi les nombreux élus avisés, une seule, la sénatrice Françoise Laborde, élue en Haute-Garonne sous l'étiquette radicale de gauche, dénonce *« le contenu inadmissible de certains prêches de l'imam du Mirail, qui incite à ne pas vivre ensemble »*. Elle raconte : *« Quand j'ai interpellé directement Manuel Valls, il m'a répondu : "Françoise, tu ne vas pas refaire ton numéro sur l'islam !" et m'a réexpliqué que la laïcité proscrivait par principe l'intrusion de l'Etat dans l'exercice du culte. »* Dès lors que Mamadou Daffé se met à distance comptable de l'Arabie saoudite, du Qatar et des pays du Maghreb qui perfusent l'islam français pour mieux le contrôler, rejette la théorie du complot, condamne le djihad et met en garde les jeunes contre l'attraction de Daech qui ne respecte pas *« les érudits »* et *« embrigade des gens de l'Occident pour perpétrer des crimes contre des musulmans »*, remercie l'armée française d'être intervenue pour préserver son Mali des islamistes de Boko Haram, la République tolère son idée d'une sécession entre *« nous »*, les croyants, et *« eux »*, les mécréants. Elle accepte ainsi une paix porteuse de l'orage du multiculturalisme, en parfaite affinité de style et de pensée avec Tariq Ramadan, le subtil théologien genevois. Ainsi, évoquant l'agression fin mars d'une *« sœur »* enceinte par deux jeunes qui voulaient lui arracher son voile, Mamadou Daffé signalait en chaire que les agresseurs étaient *« européens »* et recommandait d'éviter de laisser sortir les « sœurs », sauf à les chaperonner.

Le 9 février dernier toutefois, à l'unisson de la France d'après-*Charlie*, le même Manuel Valls a tenu un discours inédit. *« Il faut combattre le discours des Frères musulmans dans notre pays. Il faut combattre les groupes salafistes dans les quartiers »*, déclarait-il sur Europe 1. *« Nous devons aider les musulmans qui ne supportent pas d'être confondus avec ces discours. Pas uniquement avec les djihadistes, pas seulement avec des terroristes, mais avec l'intégrisme, le conservatisme, le radicalisme »*, a souligné le chef du gouvernement. En écho, le président du Sénat préconise depuis quelques semaines un contrôle, non plus seulement de la langue du culte et de l'origine des financements, mais du contenu même des prêches. *« Les imams acceptent ce contrôle en Turquie, pays laïc. Mamadou Daffé devrait l'accepter sans difficulté ici… »* espère un citoyen tourneboulé. ■ **D.B.**